

**Table ronde lycée Champlain – Chennevières sur Marne
Mercredi 8 avril 2009**

102 participants.

Etaient également présents : M. Nicolas Sarkozy, Président de la République,

M. Xavier Darcos, Ministre de l'Education Nationale,

M. Richard Descoings, Chargé de la mission de concertation nationale sur le lycée.

I. Les interrogations des participants

La table ronde a commencé par des questions traduisant les inquiétudes de plusieurs participants :

- Quelle place pour les langues anciennes ?
- La semestrialisation (présentée dans l'ancien projet de réforme), n'allait-elle pas influencer sur la motivation et les résultats des élèves ? De plus, le suivi aurait-il toujours été efficace ?
- Est-ce inévitable d'orienter les élèves en situation d'échec scolaire dans les filières professionnelles et techniques dans lesquelles ils ne sont pas forcément motivés ?
- La structure de la classe doit-elle être véritablement transformée en 2nde, étant donné le temps d'adaptation et la charge de travail personnel demandés ?
- Quelles mesures pour aider les élèves en difficulté ?
- Une enseignante a rappelé les différents projets menés par le lycée :
 - Une classe expérimentale en seconde
 - le suivi des élèves, le tutorat, les stages de remédiation, la convention CEP avec Sciences Po
 - les cordées de la réussite, le partenariat avec l'école des Mines, le dispositif de prévention mené par le personnel médico-social et les 10 voyages scolaires.
 Considérant ces éléments, elle s'interroge sur l'école de demain. « Cette réflexion d'importance majeure, doit-elle se faire à partir d'un choix de société ou d'un choix de

gouvernement ? » Elle estime qu'une véritable discussion avec l'ensemble des acteurs du lycée (parents, élèves, professeurs) est un préalable indispensable à toute réforme. Des parents demandent également une écoute de la part des décideurs afin d'aboutir à l'adhésion collective à un projet commun.

II. Remarques et propositions

❖ La question des moyens

- Des participants ont rappelé l'importance des moyens afin de faire évoluer le lycée. Toutes les propositions ne seront applicables que si des moyens sont mis à disposition, ont-ils souligné.
Ils ont également dénoncé les discriminations sociales qui joueraient un rôle déterminant dans l'orientation. L'exemple des voies professionnelles qui attirent principalement les élèves issus des milieux défavorisés a été cité.
- Le Président de la République a rappelé que l'Education Nationale emploie près d'un million de professeurs et que depuis 25 ans, le budget de l'éducation n'a cessé d'augmenter. Aujourd'hui, c'est le premier investissement de la Nation.
L'Education Nationale a relevé le défi extraordinaire de la massification mais doit aujourd'hui faire face au défi qualitatif et persévérer dans la différenciation et la personnalisation des approches pédagogique. Beaucoup d'enseignants ont été recrutés pour faire face à cette augmentation massive des effectifs d'élèves. Parallèlement, il y a eu une dégradation des conditions d'études. « L'argent ne résout pas tout et la hausse des effectifs ne signifie pas nécessairement une meilleure transmission des savoirs. Il faut investir massivement dans « l'art d'enseigner ».
- Des CPE s'inquiètent du contrôle de l'assiduité. Ils constatent qu'il y a une dizaine d'années, 600 CPE étaient recrutés sur concours. Depuis 2 ans, ils ne sont plus que 200. Face à ce constat, ils s'interrogent sur la pertinence de laisser si peu de CPE en poste au vu des réalités du terrain. Le lycée compte actuellement 4 CPE pour 2000 élèves.

- L'embauche des 5000 médiateurs de la réussite, sur des emplois jugés précaires, a accentué les doutes sur l'avenir des fonctions du CPE. Ces derniers constatent beaucoup de similitudes dans leurs missions, notamment en ce qui concerne le dialogue avec les familles et le suivi de l'absentéisme. Plusieurs CPE s'interrogent sur le sens à donner à ces recrutements.
- Le président explique la présence des médiateurs de la réussite par la banalisation et le laisser-faire concernant l'absentéisme. Beaucoup de familles sont dépassées par ce phénomène d'une gravité extrême, trop longtemps négligé.
- Au-delà, Nicolas Sarkozy s'interroge sur l'avenir des jeunes élèves perturbateurs et ceux sortis du système scolaire sans qualification. Il propose de développer des structures relais, capables de les accueillir car il considère que la mission des professeurs n'est pas de gérer ce genre d'élèves.
Il rappelle toutefois que l'avenir du lycée réside dans sa capacité « à multiplier les chemins adaptés à des publics différenciés tout en offrant à tout le monde les mêmes chances de réussir ».
Selon lui, la question ne se résume pas aux effectifs. « Une classe de 20 élèves peut rapidement devenir ingérable en raison de quelques élèves perturbateurs ».
Des participants ont évoqué les lycées alternatifs existants tels ceux du réseau de la FESPI (Fédération des Etablissements Scolaires Publics Innovants).
- Le proviseur a insisté sur l'importance du personnel sanitaire et social. Grâce au travail d'équipe, la lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaire connaissent des résultats positifs dans l'établissement.
- D'autres ont souligné la nécessité de réformer le collège et l'école primaire avant de changer le lycée. Les problèmes en amont ne doivent pas être négligés.
- Développer les liens entre les collèges du secteur et le lycée car « la rupture est souvent brutale ».
- Informatiser davantage le lycée. Plusieurs lycéens ont souligné leur attachement aux nouvelles technologies et demandent de faciliter l'accès aux outils informatiques.

❖ **L'orientation et les filières**

- Informer sur l'orientation dès le début de l'année. Actuellement, l'information est principalement diffusée à partir du mois de février ce qui est jugé trop tardif par plusieurs élèves. La banalisation d'une semaine de cours afin de se consacrer entièrement à la recherche d'information a également été demandée.
Plusieurs participants ont insisté sur la nécessité de rendre l'élève acteur de son orientation et de sa formation.
- Réserver des heures dans l'emploi du temps pour le suivi de l'élève et la construction de ses projets. Certains participants ont souligné la nécessité de donner toute sa place à l'orientation mais rappellent que cela ne doit pas se faire au détriment des heures d'enseignements du socle commun.
- Pour beaucoup, la hiérarchisation des filières est liée à la sélectivité du recrutement dans l'enseignement supérieur. L'exemple des classes préparatoires a été cité.
La question des représentations joue également un rôle important dans le choix des différentes séries du baccalauréat selon des professeurs.
Des enseignants ont témoigné du refus des candidatures de nombreux élèves de STG dans des filières de l'enseignement supérieur, en dépit de la qualité de leur dossier scolaire et la création d'un « atelier prépa » réservé aux STG dans le lycée visant à intégrer une CPGE ECT réservée aux STG après le Bac.
- Reconsidérer la question des élèves qui ne peuvent aller ni en lycée général et technologique, ni dans la voie professionnelle. Certains ont critiqué le décalage entre les nombreux discours sur la revalorisation des voies professionnelles et les faibles résultats effectifs.
- Le manque de place dans les lycées professionnels a été dénoncé.
- Développer les passerelles entre les différentes filières est demandé avec insistance.
- Des participants ont témoigné des bénéfices de la labellisation « ambition réussite »

qui a permis de développer les liens entre le lycée et l'enseignement supérieur. Cette relation est très importante car elle permet de « détruire les barrières » et de donner de l'ambition aux élèves. La question du lien et de l'ambition est essentielle selon le proviseur-adjoint car elle joue sur la représentation que se font les élèves des études et des possibilités qui s'offrent à eux (« self-esteem »). Des élèves ont également souligné le besoin d'avoir des perspectives afin de pouvoir se projeter.

L'exemple de l'atelier Sciences Po a été cité à cet égard. Cette année, 20 élèves suivent l'atelier et 14 parmi eux sont admissibles.

- Intégrer des stages en entreprises dans le cursus du lycée afin d'aider les élèves à faire leurs choix d'orientation. Cette proposition concerne tous les niveaux du lycée, c'est-à-dire les élèves de 1ère, 2nde et terminale.
- Le président a soutenu cette proposition en invoquant un rapprochement nécessaire entre les entreprises et le lycée. L'objectif serait d'aider les établissements à ouvrir davantage les jeunes au monde professionnel.
- Renforcer la présence des maîtres de conférences dans les lycées qui ont une fonction à la fois professionnelle et pédagogique (même si leur formation est différente de celle dispensée à l'IUFM ou dans les autres organismes). Leur expertise permettrait d'associer davantage le lycée au monde professionnel.
- Des enseignants ont critiqué l'assouplissement de la carte scolaire qui menacerait la mixité sociale. « Ceux qui se ressemblent s'assemblent ».

Le président a rappelé que 30% des familles ayant les connaissances et le réseau s'exonéraient de la carte scolaire et que cette dernière allait à l'encontre de la mixité en « tolérant des ghettos » et en générant des établissements à deux vitesses. Il a également souligné la nécessité de laisser les familles choisir librement leur école.

❖ **La pédagogie et les enseignements**

- Plusieurs participants ont fait part de leurs inquiétudes concernant la place des enseignements culturels et artistiques à l'école. Le lycée est l'occasion d'être en contact avec des artistes et d'accéder à la culture. Dans l'établissement, la culture

occupe beaucoup d'élèves. Elle leur offre l'opportunité de s'exprimer autrement, notamment pour les élèves en difficulté. Le lien entre l'égalité des chances et l'accès à la culture a été évoqué.

- Le Président a proposé de retransmettre les productions du service public ainsi que des reportages sur les grandes expositions telles que « Picasso et ses maîtres » dans les lycées. Celles-ci seraient filmées puis diffusées sous différentes formes dans tous les lycées de France. Des enseignants ont insisté sur la nécessité d'emmenner les élèves dans les lieux culturels afin qu'ils aient un contact direct avec l'art et la culture.
- Maintenir la diversité des options proposées aux élèves telles que le latin, le grec ou la musique même si leur apprentissage ne sera pas poursuivi dans les études supérieures. Les enseignants considèrent cet aspect comme étant très important et déplorent que la rareté de certaines options oblige les élèves à s'inscrire dans d'autres établissements parfois éloignés.
- Des lycéens ont exprimé leur scepticisme concernant la place et l'utilité des SES. Plusieurs s'interrogent sur la pertinence d'étudier certaines parties du programme car ils ont l'impression de mener une « réflexion en surface ». Ils ont témoigné de la faible prise en compte de cette matière dans les classes préparatoires. En effet, selon eux, aucune différence n'est visible entre les bacheliers Scientifiques et les bacheliers ES.
- D'autres élèves s'interrogent sur la nécessité de consacrer autant d'heures aux SES étant donné les débouchés jugés très limités. Afin d'y remédier, ils proposent d'instaurer des cours de SES plus ciblés sur certains éléments du programme ou d'en faire une option.
- Certains lycéens s'opposent à cette idée et demandent le maintien de l'aspect général des SES. Ils ont témoigné des apports positifs de la matière qui leur a permis d'avoir une meilleure compréhension du monde qui les entoure.
- Le Président s'est dit gêné par l'organisation du lycée « calquée sur l'image de celle du collège ». Les élèves ont beaucoup évolué en 25 ans d'où la nécessité de s'adapter. Le système éducatif a besoin de davantage de confiance et de liberté. Nicolas Sarkozy

a rappelé l'importance de « laisser respirer le système » et de ne pas fixer les mêmes règles pour tous les établissements.

- Le Président déplore le manque de préparation à l'enseignement supérieur. Afin d'y remédier, il préconise une responsabilisation des lycéens en leur donnant une part plus active dans la vie de l'établissement, au-delà du cadre du CVL. Il juge important d'associer les élèves à l'organisation du lycée en les impliquant dans le choix des projets pédagogiques et dans l'ouverture du lycée au monde extérieur. L'attribution de salles le week-end ou encore la gestion de la demi-pension ont également été évoquées. Le Président appelle à une réflexion sur la place des lycéens dans l'établissement car « plus on fait appel à la responsabilité des jeunes, plus ils s'impliquent et plus ils respectent le cadre du lycée ».
 - Le Président a insisté sur la nécessité de ne pas négliger la notion d'effort car sans cela aucune récompense n'est possible. « L'effort et le travail sont la condition de la maîtrise d'une activité, et c'est cet accomplissement qui procure le plaisir. L'option cascadeur -que réclamait une lycéenne- nécessite quand même de maîtriser la langue française, l'histoire et d'avoir une culture personnelle ».
- Des enseignants ont également souligné la dimension de l'effort.
- Nicolas Sarkozy a rappelé l'importance des bases à acquérir dans le tronc commun. Celles-ci ne doivent pas se faire au détriment « du choix à la carte ».
- Des enseignants demandent une réflexion sur les enseignements fondamentaux dispensés au lycée. Certains doutent de l'utilité de certaines matières et de leur pertinence.
 - Trouver un équilibre entre le baccalauréat national et les actions des équipes éducatives.
 - Revoir les coefficients des matières évaluées au baccalauréat. Une élève en série Littéraire a témoigné de l'écart important entre le coefficient de philosophie (7) et celui des langues vivantes (4) alors qu'elle souhaite poursuivre des études linguistiques.

- Supprimer les coefficients. Des enseignants sont favorables à cette proposition car beaucoup de lycéens se focalisent sur les matières dotées d'un fort coefficient. Cela permettrait de revaloriser certains enseignements. Le contrôle continu et régulier des connaissances a été évoqué comme une alternative potentielle.
- Communiquer un pré-bulletin aux familles des élèves de 2^{nde} dès les vacances de la Toussaint. Il serait rempli par les professeurs principaux des classes de 2^{nde}. Cette mesure a été expérimentée dans le lycée puis généralisée à 11 classes. Les effets s'avèrent positifs.
- Des élèves de baccalauréat professionnel comptabilité ont témoigné du fonctionnement de leur scolarité organisée sous forme de semestres. Ils jugent l'évaluation mi-semestrielle peu pertinente car celle-ci se limite à une grille d'analyse sans évaluation de fond ni de suivi véritable des élèves. Ce constat explique leur attachement au système actuel, c'est-à-dire aux trimestres et aux trois conseils de classes.
- Remettre à plat le système de sanctions au lycée. Des élèves trouvent illogique de renvoyer pendant 3 jours, un élève absent durant 3 mois.

❖ **La formation et les conditions de travail des enseignants**

- Le proviseur-adjoint rappelle qu'« une réforme ne peut se faire contre les enseignants ».
- Revaloriser le travail et le statut des enseignants afin d'améliorer les conditions d'études au lycée.
- Organiser une visite médicale pour les enseignants qui exercent un métier « émotionnellement risqué ». Cela permettrait de générer un bien-être collectif « par ricochet » sur l'ensemble des acteurs.

- Certains enseignants ont regretté le refus par le Rectorat, de l'aide négociée sollicitée l'an dernier. Celle-ci est une formation où des spécialistes interviennent afin d'aider les professeurs à faire face à leurs difficultés.
- Une enseignante a témoigné du projet "enseigner autrement" basé sur deux éléments: la notion du plaisir dans l'apprentissage et la présence de spécialistes. Plusieurs participants constatent que le plaisir est souvent écarté aussi bien pour les élèves que pour les professeurs. Beaucoup d'enseignants sont "malheureux " d'où la nécessité de mettre à leur disposition des personnes repères et des spécialistes qui puissent les écouter et les aider. Une enseignante a témoigné des résultats positifs résultant de la présence d'un psychologue dans l'établissement. Ce dernier leur a permis d'être plus près des élèves et de mieux les comprendre.
- Créer un pôle de professeurs remplaçants à disposition des établissements. Des participants proposent d'utiliser les remplaçants afin de s'occuper des élèves ne partant pas en voyage scolaire ou d'enseigner dans les classes où les enseignants sont absents. Plusieurs participants ont témoigné de la difficulté de trouver des remplaçants. Cette tendance se serait accentuée depuis la suppression des TZR. Certains ont témoigné de l'absence d'une enseignante pendant deux mois qui n'a été remplacée que les 15 derniers jours avant son retour. L'absence depuis plusieurs mois du professeur de théâtre a également été évoquée. Quelques-uns demandent davantage d'anticipation en faisant référence au départ d'une enseignante de lettres en congé maternité.
- Le Président est conscient du malaise des professeurs et a insisté sur la nécessité de revaloriser le métier d'enseignant victime de paupérisation et d'une crise d'autorité. Il constate qu'aujourd'hui il est beaucoup plus difficile d'être professeur qu'il y a plusieurs dizaines d'années. Dans l'esprit du Président, le projet de masterisation vise à recruter les enseignants avec un meilleur niveau afin de mieux les rémunérer.
- Revaloriser la formation continue au sein de l'Education Nationale. Des participants ont rappelé l'importance de former tout au long de la vie l'ensemble de la communauté éducative. Ils demandent de communiquer davantage sur les possibilités de reprise des fonctions même après un arrêt temporaire (validation des compétences, des acquis, équivalences...).

❖ **Les langues vivantes**

- Des élèves déplorent la faible place accordée aux langues vivantes. Beaucoup doivent travailler seuls en dehors des cours pour progresser.
- Le Président souhaite accorder des moyens supplémentaires aux professeurs de langue afin qu'ils puissent organiser davantage de voyages à l'étranger. « L'immersion est la meilleure façon de progresser ». Or, bien souvent, les professeurs qui prennent des initiatives sont découragés par les questions de responsabilité et de préparation.
- Nicolas Sarkozy souhaiterait également doter les écoles de salles de cinémas afin de pouvoir projeter des films en version originale. Il a insisté sur le besoin d'imagination et de souplesse pour former les jeunes en langues. Les voyages et les projections sont des moyens permettant d'aller dans ce sens.
- Des participants ont rappelé l'importance des langues vivantes aujourd'hui, notamment dans le monde professionnel. Or, plusieurs constatent que l'apprentissage des langues est surtout axé sur la littérature et la grammaire au détriment de l'aspect communicatif. Certains ont proposé de former les enseignants de façon plus pragmatique afin qu'ils puissent s'exprimer dans des situations professionnelles.
- Des professeurs jugent impossible de faire partir des élèves en voyage scolaire durant 3 semaines en raison des contraintes d'emplois du temps. Les questions financières font que beaucoup de familles ne peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants à l'étranger. Plusieurs participants ont souligné la question des inégalités dans l'accès aux voyages, notamment pour les sections STG qui sont souvent écartées des projets. Des enseignants refusent d'organiser des séjours car ils sont réticents à l'idée de perdre des heures d'enseignement.
- Le Président estime qu'il faut rendre possible, comme c'est le cas dans les établissements privés sous contrats. Les difficultés d'organiser des voyages sont dues à la conception actuelle de l'enseignement secondaire et au manque de souplesse. Le président souhaite un apprentissage des langues qui s'inscrive dans un souci d'efficacité et de souplesse.

- Le proviseur du lycée a témoigné des nombreux voyages organisés par le lycée (Grèce, Italie, Espagne...) d'où la plaisanterie récurrente qui qualifie le lycée « d'agence de voyage ». Actuellement, des élèves sont en Chine pour 12 jours. Le voyage a été organisé à cheval sur les cours et les vacances afin de ne pas perturber le fonctionnement de la scolarité.

L'exemple du jumelage avec un lycée au Québec, soutenu par un financement du Sénat à hauteur de 5000€ a également été cité.

❖ **L'organisation du temps scolaire**

- Des élèves se plaignent de la conception des emplois du temps. Plusieurs ont critiqué les creux de plusieurs heures entre les cours et la pénalisation due aux horaires des différentes options. Ces horaires dits ingrats, n'encouragent pas les élèves à choisir les options. L'exemple de l'allemand où les 2 heures sont dispensées le même jour a été cité.
- Des enseignants et des élèves estiment qu'une durée de 45 minutes pour un cours est insuffisante.
- Le Président a rappelé que la France a 30% d'heures de cours supplémentaires que la moyenne des pays Européens ce qui explique les semaines très chargées.